

BRÉSIL ?

L'autre Lacerda qui avait l'intention de profiter du climat de répression pour obtenir d'un électoral qu'il croyait terrorisé un mandat de Président et le pouvoir pour son groupe. Pour tenter de tromper les masses, Lacerda joue les champions du nationalisme et de l'anti-impérialisme et dénonce publiquement dans les journaux et à la télévision l'affaire « Hanna ». Ainsi espérait-il se faire désigner comme candidat à la présidence en 1966 par le parti de la grande bourgeoisie latifundiaire, l'U.D.N. qui a soutenu jusqu'alors le groupe Castelo Branco.

Devant cette situation, ce dernier s'est vu obligé de faire marche-arrière, de renoncer à son projet d'annuler les élections de gouverneurs d'octobre dernier, mais il tenta une manœuvre destinée à changer cette consultation en un boomerang contre l'extrême-droite.

Grâce à la docilité du Congrès une loi fut promulguée sur l'inéligibilité qui permettait au régime d'éliminer tous les candidats du front démocratique d'opposition. Ainsi Castelo Branco opposait-il à son ex-allié fasciste une opposition « démocratique » triée sur le volet et composée de candidats appartenant à l'aile droite des partis conservateurs bourgeois.

Le plan de Branco était de battre ses ex-alliés sans mettre en danger la stabilité du régime, d'isoler les groupes de gauche marxistes et travaillistes au sein du Front démocratique populaire, et de compenser l'appui que lui retirait l'extrême droite (U.D.N. et Partido Libertador) par celui qu'il escomptait de l'aile droite conservatrice du P.S.D.

Mais si les élections du 3 octobre ont répondu en grande partie à l'espoir du gouvernement qui, dès après les élections amplifia ses pouvoirs d'intervention dans les Etats de la Fédération, la réplique des ultras ne se fait pas attendre. Ils n'ont jamais caché leur hostilité à ces élections et ont toujours préconisé un régime dictatorial appuyé sur l'armée et dont le premier principe serait la « lutte sacrée contre le communisme » ; principe commode qui permet tous les arbitrages et dispense d'autres justifications.

Avec la victoire spectaculaire et inattendue des candidats de l'opposition, Castelo Branco est dépassé par sa propre manœuvre. L'extrême droite, avec Magalhães Pinto, gouverneur du Minas (principal chef du coup d'Etat de mars 64) appuyés par les militaires ultras, menace d'intervenir dans des déclarations à la presse où il avertit Castelo Branco du « péril » d'une nouvelle crise ; et l'accuse des échecs de la « révolution ».

Castelo Branco essaie de conserver ses avantages et envoie son nouveau ministre de la Justice en « mission de conciliation » auprès des représentants de l'extrême droite. Or, ce geste, venant après des proclamations de refus d'instaurer la dictature dans le pays, est interprété comme un signe de faiblesse par les ultras, une tentative de gagner du temps. Les manifestations d'extrême-droite se succèdent sans intervention de la police, en même temps que les déclarations du gouverneur fasciste qui allait jusqu'à exiger la déposition pure et simple par l'armée du Maréchal-Président accusé de trahison.

Devant cette pression, la menace d'un nouveau coup d'Etat militaire, et l'échec de la « mission de conciliation », Castelo Branco cède. Le Congrès commence à subir des pressions en vue de la promulgation de nouvelles lois d'exception. Mais le gouvernement rencontre là de nouvelles résistances, et il n'attend pas une défaite parlementaire ; il décrète la dissolution de tous les partis politiques pour deux ans, le droit de promulguer l'état de siège, et s'adapte le pouvoir absolu pour la même période, avec le droit de dissolution du Congrès, le droit de regard sur la Haute Cour de Justice et la dictature militaire.

L'équivoque vient de tomber pour tous ceux qui pensaient que le président, avec la complicité tacite du Congrès, pouvait préserver les apparences démocratiques du régime.

Seuls les étudiants de Sao Paulo et de Rio ont manifesté contre ces mesures et ont été dispersés par une police qui n'a pas hésité à faire usage de ses armes.

Les élections ont pourtant montré les immenses ressources d'énergie que recèle le peuple brésilien et qui peuvent être mobilisées. Mais les directions ouvrières se sont effondrées devant le coup de force de 1964 et elles ne donnent pas signe de redressement. Au Brésil comme ailleurs, seule une nouvelle direction peut assurer la relève des vieilles directions faillies responsables de la situation présente.

Joao ALVES.

BELGIQUE : création de la Confédération Socialiste des Travailleurs

Le mouvement ouvrier belge vient de connaître un moment important de son histoire, avec la naissance d'un parti socialiste de gauche dont le congrès constitutif s'est tenu à Liège le 10 octobre dernier.

Plus de 300 militants délégués représentant les principales villes et régions industrielles de Belgique se sont réunis ; ils représentaient les trois organisations : le Parti Wallon des Travailleurs, l'Union de la Gauche Socialiste de Bruxelles et le tout récent Mouvement Socialiste des Flandres.

Robert Nicolas pour le P.W.T., Pierre Le Grève, représentant de l'U.G.S. au Parlement, et Francky, président de la Fédération des Jeunesses socialistes de Louvain, représentant le Mouvement Socialiste des Flandres, composaient le présidium.

La grande majorité des délégués était constituée de jeunes et d'ouvriers d'usine, de militants syndicaux connus de la sidérurgie liégeoise, des entreprises du gaz et du fer de Charleroi, des chantiers navals d'Anvers et d'Ostende, des travailleurs des chemins de fer, et du syndicat des enseignants.

La première mesure du congrès a été de répondre favorablement à un appel du « Comité pour la journée du Viet-

Nam », de Berkeley (Californie) pour se joindre à une manifestation internationale le 16 octobre contre la guerre impérialiste au Vietnam.

Trois rapports ont marqué le Congrès par leur importance : Rapport sur la politique intérieure et le fédéralisme par Marcel Slangen (de l'aile wallonne de la Confédération), rapport sur la politique internationale par Van der Borgh (aile flamande) et rapport sur la politique sociale et économique d'Ernest Mandel (Bruxelles), rédacteur en chef du journal « La Gauche ».

Ces rapports ont donné les bases de la résolution politique et programmatique adoptée par le congrès et dont voici des extraits :

« La Confédération, reprenant le but commun du P.W.T., de l'U.G.S., et du groupement socialiste flamand, à savoir l'abolition du capitalisme par l'appropriation collective des grands moyens de production, de distribution et d'échange, et la gestion des entreprises par les travailleurs dans le cadre d'une économie démocratiquement planifiée — objectif qui ne peut être atteint que par la prise du pouvoir — ainsi que la solidarité avec tous les travailleurs et tous les peuples opprimés pour la victoire internationale du socialisme, a pour orientation politique

VIETNAM

Depuis plusieurs mois, la guerre du Vietnam avait pris un aspect qui vient de changer au cours de la fin du mois d'octobre. Harcèlements fréquents mais dispersés sur la quasi totalité du pays ; parfois un heurt plus important, ou une attaque surprise d'une base ou d'un camp U.S. par les éléments du Front national de libération tranchaient sur les comptes rendus hebdomadaires ou quotidiens qui rapportaient une suite de faits semblables sur la guerre de guérilla.

Parallèlement, les bombardements U.S. du Nord-Vietnam se poursuivaient avec la même rigueur, à un rythme certes élevé, devenu à tel point « habituels » que la presse les signalait dans ses pages à des endroits beaucoup moins en évidence. De temps à autre, un missile soviétique « Sam », sol-air, abattait un bombardier U.S. et retrouvait la première page de l'information quotidienne. Cela ne s'est produit que six fois depuis juillet : c'est l'aide de l'U.R.S.S. au Vietnam du Nord, bombardé, en voie de destruction systématique et organisée par l'impérialisme.

L'intensité de la lutte au Vietnam a connu un accroissement récent, dans des proportions insoupçonnées il y a encore un mois.

Les Américains avaient déjà franchi un nouveau pas l'été dernier en débarquant plus de 120.000 hommes. Les accrochages entre les partisans du F.N.L. et les troupes impérialistes sont devenus dans la dernière semaine du mois d'octobre de véritables batailles.

Ce sont les soldats du F.N.L. qui ont pris l'initiative de l'offensive en différents endroits, avec une concentration de forces, avec une vigueur et une persistance qui constituent un phénomène nouveau dans la lutte de libération. Le sommet de cette lutte terrestre a sans doute été atteint avec les attaques des bases de Da-Nang, de Chu-Lai, de Plei-Mé où les partisans ont infligé des pertes en hommes et en matériel aux Américains dans des proportions encore jamais atteintes. Le samedi 30 octobre, près de Da-Nang, pour la première fois une attaque d'une violence extrême a été portée aux « marines » U.S. Comme toujours, invariablement, le communiqué des impérialistes signalait des pertes « légères » ou « modérées », si ce n'est insignifiantes, de leur côté, alors que leurs troupes infligeaient des « pertes sévères aux Vietcongs », comme s'il pouvait en être autrement.

Dans les mêmes moments, l'activité aérienne des yankees redoublait d'intensité tant au Sud qu'au Nord-Vietnam.

Au Sud, à la suite des attaques sans précédent des bases U.S. par le F.N.L., les troupes partisans, supposées localisées, étaient bombardées dans des proportions nouvelles de sauvagerie.

Au Nord, les attaques aériennes au rythme de 400 par jour, se concentrent sur les installations militaires, les ponts et les

routes autour d'Hanoi, à cette routine établie depuis des mois s'ajoute les bombardements des axes de communication censés servir au ravitaillement des partisans du F.N.L., sans compter les destructions par erreur des hôpitaux, villages, écoles, mais destructions quand même. Plus récemment c'étaient des bases de fusées « Sam » qui volaient en éclat, la quasi totalité des avions U.S. se payant le luxe de retourner à leurs bases, en Thaïlande, au Laos ou Sud-Vietnam.

L'utilisation des fusées soviétiques étant nulle, la présence d'une aviation de combat au moins défensive n'étant même pas envisagée par les pays socialistes dits amis, le Nord-Vietnam en est réduit à se terrer et subir sa propre destruction.

C'est à l'étranger, hors de la sphère socialiste, hormis Cuba, que le mouvement de protestation connaît son extension la plus grande et les U.S.A. en sont le théâtre le plus spectaculaire.

Alors que les mouvements de la paix, partout dans le monde et d'abord en France, enregistrent une faillite permanente, des manifestations spontanées d'étudiants se développent un peu partout, mais avec une fréquence et une intensité toute particulière et toute récente aux U.S.A., où le mouvement est le plus fort.

2.000 étudiants de Boston organisent un rallye de protestation ; 1.000 étudiants assistent à un teach-in à l'Université de Minnesota ; 15.000 personnes à la marche de protestation de Berkeley en Californie ; 2.000 autres organisent une marche à Los Angeles, le tout dépassé par la manifestation de 30.000 personnes à New York.

Ceci est sans précédent dans l'histoire des U.S.A. : autant de gifles à la politique gouvernementale. Ces manifestations représentent une victoire pour l'opposition grandissante. De nombreuses organisations et personnalités représentant un éventail très large de vues politiques, des socialistes révolutionnaires à des pacifistes ont parachevé le succès de ces mouvements.

Les buts actuels du mouvement contre la guerre est de consolider les acquisitions obtenues lors des journées internationales de protestation des 15 et 16 octobre ; il s'agit d'organiser les milliers de manifestants isolés dans des Comités universitaires ou communaux, ou locaux pour la fin de la guerre du Vietnam, et d'envoyer des délégués à la Convention nationale des Comités pour la fin de la guerre au Vietnam qui se tiendra à partir du 25 novembre, à Washington. Il y sera créé une organisation nationale du mouvement contre la guerre, dont le but est d'accroître le niveau de coordination nationale et la puissance du mouvement de contestation.

Le mouvement international pour la lutte contre la guerre du Vietnam trouve son aide la plus active et la plus organisée à l'intérieur même du pays qui mène cette guerre. Il nous appartient de développer cette lutte partout ailleurs.

immédiate la lutte pour le fédéralisme et les réformes de structures anticapitalistes.

Son programme d'action portera par conséquent sur :

I. — POLITIQUE ECONOMIQUE

— Contrôle ouvrier sans co-gestion dans toutes les moyennes et grandes entreprises.

— Nationalisation des banques, des assurances et de toutes les institutions de crédit.

— Nationalisation de tous les secteurs d'énergie (électricité, charbon, gaz, énergie nucléaire, raffineries et commerce en gros du pétrole).

— Socialisation des terrains à bâtir, construction de 50.000 logements sociaux par an par la socialisation et la rationalisation de l'industrie de la construction.

— Démantèlement des Holdings.

— Réforme de l'agriculture.

III. — POLITIQUE SOCIALE.

— Protection du pouvoir d'achat des salaires par droit de veto syndical sur l'élaboration de l'index du coût de la vie.

— Semaine de 40 heures sans diminution du salaire hebdomadaire.

— 4 semaines de congés payés.

— Gratuité des soins médicaux et des produits pharmaceutiques par la création d'un service national de santé.

— Egalisation véritable des salaires masculins et féminins, égalité dans l'accès à la profession et dans les chances de promotion. Création de services collectifs destinés à alléger les tâches ménagères.

— Maisons de retraite décentes pour vieillards et malades. Institutions convenables pour les malades et handicapés incurables. Meilleure protection de l'enfance malheureux et dite délinquante.

— Majorité civile et droit de vote à 18 ans.

— Démocratisation véritable de l'enseignement : création d'une école unique de l'enseignement secondaire ; présalaire étudiant au niveau des dernières années du secondaire et du supérieur.

— Socialisation de la culture générale par l'école.

III. — POLITIQUE FEDERALISTE

— Campagne permanente, de propagande, d'agitation et lorsque les occasions s'y prêtent, d'action directe en faveur du fédéralisme.

— Défense d'un fédéralisme à contenu économique et social précis, dotant les états fédérés de pouvoirs étendus, notamment dans les domaines suivants :

— Organisation économique, planification du développement économique.

— Instruction publique, Santé publique et la Culture,

— Transports.

IV. — POLITIQUE EXTERIEURE

— Retrait de la Belgique de l'OTAN et réduction radicale des dépenses militaires. Pas d'armes nucléaires en Belgique.

— Solidarité avec tous les peuples colonisés en lutte pour leur libération.

— Combat pour une unité d'action syndicale sans exclusives aucunes non seulement au sein du Marché Commun, mais dans toute l'Europe, afin de dresser l'Europe des travailleurs contre l'Europe du Capital.

— Propagande pour l'idée que seule la victoire internationale du socialisme et l'Union des travailleurs du monde entier, assureront définitivement la paix et permettront de mettre définitivement fin à la menace nucléaire.

V. — SUR LA STRATEGIE.

— Abolition immédiate des lois anti-grèves.

— Ces objectifs pris, c'est-à-dire le fédéralisme et les réformes de structures, ne pourront être réalisées que par un gouvernement des travailleurs, à l'exclusion de toute coalition avec la bourgeoisie. Pour arracher leur réalisation et l'instauration du gouvernement, la Confédération appellera les travailleurs à employer tous les moyens d'action électoraux et extra-parlementaires, la propagande orale ou écrite, l'éducation et la formation des cadres, le renforcement des syndicats et des mutualités ouvrières, la grève générale, et toute action directe des masses.

Le Congrès s'est terminé par l'adoption des rapports et la lecture de la liste des délégués de chaque groupe du secrétariat confédéral.

Les militants délégués se levèrent pour chanter « l'Internationale », symbolisant la volonté d'union et de lutte de ce nouveau parti, pour une Belgique socialiste.